

Lessard, Donald R. and Williamson, John (Ed.) *Capital Flight and Third World Debt*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, 1987, 271 p.

Lessard, Donald R. and Williamson, John (Ed.) *Capital Flight : The Problem and Policy Responses*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. « Policy Analyses in International Economics, no. 23 », 1987, 77 p.

Jean-Claude Cosset

Volume 20, numéro 2, 1989

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702508ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702508ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Cosset, J.-C. (1989). Compte rendu de [Lessard, Donald R. and Williamson, John (Ed.) *Capital Flight and Third World Debt*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, 1987, 271 p. / Lessard, Donald R. and Williamson, John (Ed.) *Capital Flight : The Problem and Policy Responses*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. « Policy Analyses in International Economics, no. 23 », 1987, 77 p.] *Études internationales*, 20(2), 441–443.
<https://doi.org/10.7202/702508ar>

tion régionale n'auraient quand même pas favorisé, indépendamment de la crise économique mondiale, une croissance et un développement économique notables des pays impliqués dans de telles expériences. Il en veut pour preuve l'incapacité de la grande majorité des processus d'intégration à réaliser les objectifs fixés initialement même avant l'éclatement du choc pétrolier de 1973.

C'est qu'en effet les modèles théoriques initiaux étaient construits sur de fausses prémisses impliquant que l'on pouvait gérer sur une base régionale des facteurs de production obéissant en réalité à des impératifs d'ordre global. La stratégie de développement basée sur de tels postulats était par conséquent une stratégie défensive menant à une marginalisation sans cesse croissante des économies des pays membres plutôt qu'à une efficacité plus grande sur le plan mondial. Certaines études ayant montré en effet que les pays membres les plus performants des processus d'intégration ont été ceux qui ont tenté constamment de s'adapter aux fluctuations de l'environnement mondial plutôt que ceux qui ont tenté de limiter les effets de ces fluctuations sur leur économie nationale en ayant recours à des mesures protectrices sur le plan régional.

La confirmation de ces conclusions par des analyses plus poussées signifierait alors de profondes modifications à venir pour l'ensemble des processus d'intégration régionale dans le monde. Cela impliquerait des réorientations fondamentales, spécialement pour les schèmes d'intégration dans le Tiers-Monde, en particulier pour ce qui a trait à la stratégie de substitution des importations, au traitement à accorder au capital étranger et à la complémentarité des économies locales. À la limite, ces réorientations pourraient avoir pour effet de mettre fin à certaines expériences actuelles d'intégration au profit de nouveaux

schémas construits sur des bases complètement nouvelles.

Voilà donc une excellente contribution à l'étude de l'intégration régionale. L'analyse est parfois un peu courte, parce que le nombre de processus étudiés empêche quelquefois de franchir le seuil des généralités. On peut également reprocher à l'auteur de ne pas faire une place assez grande aux travaux spécialisés en langue française, anglaise ou espagnole et de se concentrer trop exclusivement sur les travaux de chercheurs hongrois. Un index n'aurait pas été non plus superflu et la traduction anglaise aurait pu être de meilleure qualité. Le travail est cependant d'un très bon niveau dans l'ensemble et on aurait tort d'utiliser comme prétexte les quelques lacunes évoquées plus haut pour se priver d'une des rares analyses comparatives traitant du phénomène de l'intégration régionale. Il convient seulement d'espérer que cette première analyse mène à d'autres études de ce type.

Gordon MACE

*Département de science politique
Université Laval, Québec*

LESSARD, Donald R. and WILLIAMSON, John (Ed.). *Capital Flight and Third World Debt*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, 1987, 271p. LESSARD, Donald R. and WILLIAMSON, John. *Capital Flight: The Problem and Policy Responses*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. « Policy Analyses in International Economics, no. 23 », 1987, 77p.

Ces deux livres publiés sous l'égide du prestigieux « Institute for International Economics » (Washington) étudient le problème de la fuite des capitaux et le rôle que peut jouer ce phénomène dans la crise

de l'endettement international. Les estimations les plus récentes de sorties de capitaux, présentées dans ces publications, illustrent l'importance de ce phénomène pour certains pays en voie de développement: la fuite des capitaux est estimée à 86 milliards de dollars pour les six pays les plus endettés (l'Argentine, le Brésil, le Mexique, les Philippines, la Corée et le Vénézuéla) de 1976 à 1984. La publication, « *Capital Flight: the Problem and Policy Responses* », de John Williamson et Donald R. Lessard présente les résultats et les recommandations de la conférence d'octobre 1986 consacrée au phénomène de la fuite des capitaux. Dans la mesure où ce texte est identique au chapitre 9 du livre *Capital Flight and Third World*, édité par D. Lessard et J. Williamson, seul ce livre fera l'objet de notre compte rendu.

Le livre est divisé en neuf chapitres dont le premier que rédigent D. Lessard et J. Williamson présente une brève introduction des thèmes étudiés dans le cadre de cette conférence. Tel que le montre, dans le chapitre 2, Charles Kindleberger, le doyen des historiens de l'économie internationale, la fuite des capitaux n'est certainement pas un phénomène récent. Kindleberger décrit avec discernement les causes, l'importance, les mécanismes et les conséquences d'une douzaine d'exemples de fuite des capitaux du 17^{ème} siècle à nos jours (en allant de l'expérience des Huguenots au 17^{ème} siècle aux difficultés que le gouvernement Mitterrand a vécues au début des années 1980). Cette rétrospective est d'un grand intérêt dans la mesure où elle met bien en relief les différentes formes que peut revêtir ce phénomène et la difficulté de fournir une définition précise de ce terme souvent galvaudé.

Le chapitre 3 consacré aux définitions et à l'importance des fuites récentes de capitaux est intéressant à plusieurs titres. Dans ce chapitre, les professeurs Cumby et

Levich adoptent une définition restrictive de la fuite des capitaux, puisqu'ils limitent cette dernière à des transactions illégales. Une telle définition est loin de faire l'unanimité. Dans leur évaluation finale des comptes rendus de cette conférence, D. Lessard et J. Williamson rejettent une telle définition et favorisent celle qu'adoptent les professeurs Kindleberger et Walter. Pour ces auteurs, la fuite des capitaux se distingue par ses motivations et non ses conséquences. L'autre partie du chapitre de Cumby et Levich présente à la fois, de nouveaux estimés de l'importance des fuites de capitaux en provenance des six pays les plus endettés (l'Argentine, le Brésil, la Corée, le Mexique, les Philippines et le Vénézuéla) et des chiffres sur l'éventail des estimés qu'on peut obtenir en recourant à différentes définitions et sources de données. Cet exercice est indéniablement très utile et fort bien mené par des économistes internationaux dont la réputation n'est plus à faire. Dans une note complémentaire et intéressante, Sunil Gulati examine l'impact des fauses facturations sur l'évaluation des fuites de capitaux. Une comparaison des données statistiques de partenaires commerciaux permet à l'auteur de conclure que pour la plupart des pays, la surfacturation des importations est plus répandue que la sousfacturation des exportations. Les résultats de l'étude de Gulati suggèrent que les estimés antérieurs de fuites de capitaux ont pour la plupart exagéré l'importance de ce phénomène.

Dans le chapitre 4, John Cuddington présente les résultats de son analyse économétrique des causes de mouvements de capitaux. Les facteurs qui semblent jouer un rôle significatif sont la surévaluation du taux de change, les taux d'intérêt élevés dans les pays industrialisés et dans plusieurs cas, la taille de l'emprunt étranger. Cuddington reconnaît, cependant, que le nombre limité d'observations (onze) peut

expliquer la difficulté d'identifier d'autres variables explicatives.

Le chapitre 5 qu'a rédigé le professeur Ingo Walter, traite des mécanismes de fuite des capitaux, à savoir les avenues qu'empruntent les déplacements de fonds à l'étranger et les actifs dans lesquels ces montants sont investis. La description de ces mécanismes est présentée dans le cadre familier de la théorie du portefeuille pour inclure une troisième variable, qui, aux « yeux » d'Ingo Walter, est importante: le secret. L'auteur recourt à ce cadre conceptuel pour argumenter, *inter alia*, que l'abandon des contrôles de mouvements de capitaux ou une amnistie fiscale pourrait réduire les bénéfices de l'investissement occulte et amener les investisseurs à considérer des actifs dont les rendements espérés sont plus élevés (et peut-être moins risqués). De telles politiques pourraient favoriser un retour des capitaux.

Dans le chapitre 6, Miguel Rodriguez analyse en détail, l'impact de la fuite des capitaux sur le bien-être social des pays endettés. Le chapitre 7 fait l'objet d'une étude de cas fort minutieuse sur le Chili, la Colombie et le Mexique. Le chapitre 8 rapporte les propos de banquiers internationaux membres d'un panel. Dans le chapitre final, Lessard et Williamson discutent les résultats et les recommandations de la conférence d'octobre 1986.

En conclusion, on peut reconnaître à l'Institut d'Études Internationales de Washington et aux économistes Lessard et Williamson, le mérite d'avoir amené d'éminents économistes internationaux à jeter un regard *scientifique* sur un phénomène souvent décrié dans la presse. Il est indiscutable que les comptes rendus de cette conférence apportent une contribution intéressante à la compréhension de ce phéno-

mène même s'il faut reconnaître la difficulté de l'appréhender dans sa totalité.

Jean Claude COSSET

*Département de finance et assurance
Université Laval*

OCDE, *Investissement international et entreprises multinationales. Tendances récentes des investissements directs internationaux*. Paris, Série « Investissement international et entreprises multinationales », OCDE, 1987, 223p.

Cette étude préparée par l'OCDE montre nettement que « la décélération de la progression des flux d'investissements directs à l'étranger observée durant la période 1974-1979 s'est poursuivie, voire accentuée » (p. 9) durant la période considérée, soit de 1980 à 1983. Appuyée sur de très nombreuses données statistiques présentées dans de multiples tableaux regroupés en annexes (pp. 61-219), cette observation globale ne rend compte que de façon insuffisamment précise des tendances récentes des investissements directs internationaux.

Tout d'abord, il faut souligner que le mouvement d'ensemble observé ne se traduit pas également d'un pays à l'autre. Ainsi, « tous les pays de l'OCDE, à l'exception des États-Unis, ont [...] vu croître leur part dans les investissements à l'étranger du fait de la position négative enregistrée par les États-Unis, dont la part est tombée de 25.4 pour cent du total des sorties de capitaux des pays de l'OCDE pendant la période 1974-79, à un chiffre largement négatif pour la période 1980-83. À l'intérieur de ce mouvement d'ensemble toutefois, il apparaît toujours qu'un certain nombre de pays ont sensiblement accru leur rôle en tant que pays d'origine des investissements directs internationaux,